

CAPACITATION DES MEMBRES DU COMITE LOCAL DE SECURITE DU TERRITOIRE D'IRUMU ET MONITORING DE LA MISE EN ŒUVRE DE SON PLAN LOCAL DE SECURITE



A l'Est de la République Démocratique du Congo, en Province de l'Ituri, le consortium VNG International et Cordaid implémente les activités d'appui à la gouvernance inclusive de la sécurité et de la justice pour la cohésion sociale à travers le programme ESPER depuis décembre 2020, date de son lancement officiel.

Ce programme, qui accompagne le Gouvernement congolais, offre à la province et à l'administration territoriale un renforcement des capacités pour

contribuer à la stabilisation et à l'amélioration de la gouvernance sécuritaire et judiciaire pour la mise en œuvre, y compris le suivi des Plans d'Action de Sécurité élaborés de concert avec toutes les couches sociales représentatives du Territoire d'Irumu.

Pour fournir des services de qualité à la population, ce programme est appelé à former et à investir dans les structures de gouvernance sécuritaire particulièrement les Comités Locaux de Sécurité (CLS) au niveau territorial et les Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSP) au niveau des chefferies, secteurs et communes pour être performants dans la gestion des questions de sécurité.

Dans ce contexte, du 24 au 26 juin 2021, un atelier s'est tenu dans le centre de négoce de Komanda de la Chefferie des Basili dans le Territoire d'Irumu, et ce sous le patronage de l'Inspection provinciale de la Territoriale et de l'Administration dudit territoire. Il s'agissait du renforcement des capacités du CLS et le monitoring de la mise en œuvre des Plans d'Action de Sécurité en vue de soutenir ou appuyer cette structure dans la gestion des questions de sécurité dans le cadre de l'état de siège décrété par le Chef de l'Etat dans les Provinces de l'Ituri et du Nord Kivu.



Plusieurs catégories de participants ont pris part à cette activité, notamment les chefs de douze Entités Territoriales Décentralisées (ETD) composant ledit territoire, les Secrétaires administratifs des ETD, l'Administrateur de Territoire et ses Membres du CLS, les Organisations de la société civile, les Notabilités et Leaders communautaires, les Représentants des différentes couches sociales (la jeunesse, les femmes, les hommes, les IDPs et les peuples autochtones), les coachs provinciaux et enfin les Experts du Cabinet du Gouverneur de Province.

De nombreuses matières pertinentes ont été proposées à l'attention des participants. On a pu y trouver par exemple :

- le rôle et la mission de la clinique juridique,
- l'attractivité des ETD,
- les principes de gouvernance sécuritaire et de redevabilité en matière de la protection des civils, essentiellement sur le rôle de la police de proximité (3R : Résolution des problèmes, Redevabilité et Respect des Droits Humains ; 3P : Proximité, Prévention et Partenariat).

- les missions et attributions des autorités territoriales en rapport avec la sécurité, la stabilisation et le processus de paix en Ituri en lien avec le Programme Désarmement – Démobilisation - Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS)
- le plaidoyer
- le monitoring de Plan d'Action de Sécurité (PAS) et le Plan Opérationnel de sa mise en œuvre, l'engagement communautaire en lien avec le programme ESPER.

Lors de ces séances de capacitation, les coachs provinciaux et les experts de VNG International ont échangé et mis à disposition des outils de la tenue et de l'évaluation des réunions de CLS qui peuvent faciliter aux membres de CLS la synchronisation de leurs actions de manière à répondre efficacement aux problèmes de sécurité rencontrés dans la gestion des entités territoriales.

Au-delà des matières dispensées ci-dessus, les ordonnances n°21/015 et 21/016 du 03 mai 2021 relatives à la proclamation et les mesures d'application de l'état de siège en Ituri et Nord Kivu ont été également vulgarisées pour une meilleure compréhension et un accompagnement par l'ensemble de la population. Cela permet au programme ESPER de mieux réorienter sa stratégie et son appui au gouvernement dans ce contexte exceptionnel en RDC.

Somme toute, renforcer les capacités des CLS demeure la voie privilégiée pour la promotion et l'amélioration de la gouvernance inclusive de sécurité dans le territoire d'Irumu pendant cette période de restauration de l'autorité de l'Etat. C'est aussi un moyen d'appuyer un processus de stabilisation axé sur la mise en œuvre inclusive des Plans d'Action de Sécurité par le CLS de cette entité territoriale afin d'atteindre les performances exigées en la matière.

Par ailleurs, le suivi de la mise en œuvre de Plan d'Action de Sécurité de ce territoire a permis aux participants des dénoncer les tracasseries administratives, militaires, policières et judiciaires et tant d'autres mettant en mal la sécurité, la justice et la cohésion sociale. Les acteurs étatiques et non étatiques présents à ses assises ont eu à soulever le nouveau problème sécuritaire de « *kidnapping* » qui se manifeste dans la zone suite aux incursions et aux attaques récurrentes contre la population par des groupes armés locaux et étrangers, notamment FPIC/Chini ya Kilima, Zaire, ADF, etc.

Durant l'atelier, quelques notables enthousiasmés des modules présentés ont eu à exprimer leur satisfaction quant à la manière du programme ESPER d'accompagner les autorités territoriales et locales dans la gestion des questions sécuritaires selon une approche participative et inclusive.

Ainsi, pour marier les théories à la pratique au contexte actuel, le chef de la Chefferie de Bahema d'Irumu, sa majesté BAHINDUKA BAMUHIGA David a déclaré : « ***À l'issue de cet atelier, nous témoignons notre gratitude envers notre partenaire VNG International et l'Etat congolais et les encourageons à soutenir les ETD et l'administration territoriale à hausser leur niveau pour améliorer leur prestation en matière de sécurité et utiliser les outils y afférents*** ».

Rédigé par Jean-Paul Soroba Banga, Coordonnateur des programmes